

Kampala dément abriter l'ex chef d'état-major de l'armée rwandaise

@rib News, 01/03/2010 â€“ Source AFPL'Ouganda a dÃ©menti lundi que l'ambassadeur du Rwanda en Inde, Faustin Kayumba Nyamwasa, ancien chef d'Etat-major de l'armÃ©e rwandaise, se trouve sur son sol, ainsi qu'affirmÃ© par Kigali selon qui le gÃ©nÃ©ral a "dÃ©sertÃ©" ses fonctions vendredi. "L'information qui se trouve en notre possession est que le gÃ©nÃ©ral Kayumba n'est pas en Ouganda", a dÃ©clarÃ© le porte-parole du ministÃ¨re ougandais des Affaires Ã©trangÃ¨res, Patrick Guma.

"Ce que nous avons entendu, mais nous devons encore le confirmer, est qu'il se trouve dans un autre pays", a ajoutÃ© le porte-parole sans identifier ce pays. Le ministre des Affaires Ã©trangÃ¨res ougandais Sam Kutesa a dÃ©clarÃ© Ã la radio privÃ©e Vision Voice que Nyamwasa pourrait s'Ãªtre rendu "au Kenya ou en Afrique du Sud" aprÃ¨s avoir pÃ©nÃ©trÃ© l'Ouganda illÃ©galement par la route. Un officiel rwandais qui a conservÃ© l'anonymat a indiquÃ© que le gÃ©nÃ©ral serait maintenant en Afrique du Sud. A Kigali, la veille, le ministÃ¨re des Affaires Ã©trangÃ¨res avait indiquÃ© dans un communiquÃ© que le gÃ©nÃ©ral avait Ã©tÃ© interrogÃ© "par les autoritÃ©s rwandaises chargÃ©es d'enquÃªter au sujet de graves allÃ©gations criminelles" et affirmÃ© qu'il se trouvait "actuellement en RÃ©publique de l'Ouganda", oÃ¹ il a passÃ© une bonne partie de son enfance avec d'autres anciens rÃ©fugiÃ©s tutsi rwandais. Le Rwanda demande son arrestation et son extradition, Ã©tait-il ajoutÃ© dans le communiquÃ©, sans prÃ©cision sur les faits qui lui sont reprochÃ©s. Le gÃ©nÃ©ral Ã©tait revenu de New Delhi la confÃ©rence annuelle des ambassadeurs. Il figure sur une liste de neuf personnalitÃ©s visÃ©es des mandats d'arrÃªt internationaux Ã©mis fin 2006 par le juge antiterroriste franÃ§ais Jean-Louis BruguiÃ¨re pour leur responsabilitÃ© prÃ©sumÃ©e dans l'assassinat le 6 avril 1994 du prÃ©sident rwandais JuvÃ©nal Habyarimana. Le dÃ©cÃ©s de chef d'Etat rwandais avait Ã©tÃ© suivi d'un gÃ©nocide dans lequel prÃ¨s de 800.000 personnes furent tuÃ©es, selon l'ONU.